

Financement de la Sécurité Sociale, la casse s'amplifie !

Devant la délégation reçue au ministère de la Santé le 23 septembre, Philippe Pucheu, conseiller de Marisol Touraine avait annoncé un Objectif de National de Dépense d'Assurance Maladie (ONDAM) autour de 2%. Le seul maintien de l'existant pour les structures hospitalières, médico-sociales et sociales exigerait un ONDAM autour de 4%. La Ministre confirme cette tendance avec des annonces de nouvelles réductions drastiques, dont 3,2 milliards sur la seule branche maladie avec un ONDAM à 2,1 pour celle-ci.

La Fédération SUD Santé Sociaux dénonce la politique de ce gouvernement qui réduit les budgets sociaux et le financement de la Solidarité tout en accumulant les exonérations de cotisations au patronat.

La Fédération SUD Santé Sociaux dénonce une politique continue d'affaiblissement des moyens de la Sécurité Sociale et le transfert de ses activités vers les complémentaires privées, avec la Loi de Sécurisation de l'Emploi par exemple.

La Fédération SUD Santé Sociaux alerte sur la future Loi Santé qui va amplifier le transfert du service public hospitalier, du privé non lucratif et du médico-social associatif vers le libéral ou le commercial.

La Fédération SUD Santé Sociaux constate qu'il n'y a pas de rupture avec la logique des gouvernements précédents soumis à la feuille de route des Kessler, Parisot et autre Gattaz dans le désir du Grand-patronat d'en finir avec le code du travail et les cotisations sociales, ni avec les vœux des grandes compagnies financières de faire main basse sur l'argent de la solidarité (Sécurité Sociale, Solidarité Départementale).

Dans la foulée de la mobilisation du 23 septembre des « hôpitaux en lutte contre l'« Hôstérité », la fédération SUD Santé Sociaux appellera à la mobilisation des professionnels des secteurs sanitaires sociaux, médico-sociaux et les citoyens contre le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS). Les conséquences de ce PLFSS pèseront en priorité sur les populations en instaurant des prises en charges « à plusieurs vitesses » provoquant toujours plus d'exclusion et de souffrance et aggraveront aussi la pression budgétaire qui impacte directement la gestion des personnels et leurs conditions de vie et de travail.

Pour la Fédération, le secrétaire général :

Jean Vignes

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Jean Vignes', written in a cursive style.

Paris le 30/09/2014